

## PLACE: BANCO ITAÚ FERME

Banco Itaú Europa Luxembourg va cesser ses activités de gestion de fortune depuis le Grand-Duché au profit de la Suisse, au nom d'un recentrage de ses activités. La banque, qui emploie 60 personnes, cessera ses activités progressivement endéans les deux prochaines années. Un plan social est ouvert.

## LA RAIFFEISEN DYNAMIQUE

Pour son premier semestre, la banque verte annonce une hausse de 6,1% des dépôts de la clientèle sur un an. La banque continue à traverser les turbulences économiques sans grand problème. Peu exposée au risque de dettes des pays européens périphériques, privilégiant des solutions d'investissement sûres, la banque Raiffeisen peut aborder le second semestre en toute sérénité.

## BONNE ANNÉE POUR DELOITTE LUXEMBOURG

Deloitte Luxembourg annonce un résultat en hausse de 12% à EUR 161,1 millions pour son dernier exercice fiscal. Une croissance principalement soutenue par les activités des départements «Tax» et «Advisory & consulting». Au niveau global, Deloitte Touche Tohmatsu Limited annonce un chiffre d'affaires de USD 28,8 milliards US (+8,4%) pour l'exercice clos le 31 mai 2011, le record absolu pour le réseau.

## Création de la plus grande centrale de cogénération à biomasse du pays

33,5 millions d'euros d'investissement

Ecogen. C'est le nom du projet porté par les entreprises Kronospan Luxembourg SA et le fournisseur d'énergie Enovos Luxembourg visant à créer et exploiter une centrale de cogénération à biomasse sur le site de Kronospan à Sanem, dès 2013.

FABRICE BARBIAN

33,5 millions d'euros sont investis dans cette opération qui bénéficie d'une aide financière du gouvernement dont le montant est tenu secret, Jeannot Krecké, le ministre de l'Économie, ayant une fois encore rappelé qu'il ne «communiquait jamais sur le montant de ces aides» lors de la présentation de cette nouvelle centrale. Concrètement, cette unité de cogénération qui sera détenue à parts égales par Enovos et Kronospan, a pour objet de valoriser annuellement environ 40.000 tonnes de biomasse sous forme de bois non traité. «Du bois provenant, pour moitié de notre propre site (Kronospan est une entreprise tournée vers le développement durable et l'innovation

de l'industrie du bois et des matériaux dérivés du bois), mais également acheté dans un rayon de 150 kilomètres autour de Luxembourg», précise Roland Weber, le directeur de Kronospan Luxembourg. Ce faisant la puissance électrique installée sera de 5 Mw (mégawatts) et la production annuelle d'électricité injectée dans le réseau électrique atteindra 38 Gwh/a (gigawatts/heure), soit l'équivalent de la consommation annuelle d'environ 7.500 ménages. En ce qui concerne l'impact sur l'environnement, il s'annonce sensible. Les deux partenaires évoquent une réduction des émissions de dioxyde de carbone de 54.200 tonnes par an.

ÉCOLOGIE,  
ÉCONOMIE

«Cet investissement s'inscrit parfaitement dans notre stratégie de développement et d'investissement dans le domaine des énergies renouvelables en Europe», souligne Daniel Christnach, responsable du département énergies renouvelables d'Enovos Luxembourg qui annonce, dans ce domaine, une capacité de production de plus de 200 MW (mégawatts) produisant 400 GWh (gigawatts/heure) d'électricité et de biogaz. Cela



Photo: Martine May

Pour Jeannot Krecké (au centre) et Georges Engel – bourgmestre de Sanem, à droite –, l'investissement s'inscrit dans la volonté de développer les énergies renouvelables au Luxembourg

permettant de réduire de 190.000 tonnes les rejets de CO<sub>2</sub> par an.

«Ce projet contribue à la fois à atteindre les objectifs du gouvernement en matière de développement et de diversification économiques, de réduction des émissions de gaz à effet de serre et en matière d'augmentation de la produc-

tion d'énergies renouvelables sur le territoire national», a précisé Jeannot Krecké.

Pour rappel, l'objectif national vise une couverture de 11% d'énergies renouvelables pour 2020. À lui seul, le projet Ecogen, qui sera opérationnel pour la fin 2013, contribuera à hauteur de 8,9% à cette ambition.

## Un Barroso offensif

La Commission adopte la taxe Tobin

Devant le Parlement européen, José Manuel Barroso plaide pour une taxe sur les transactions financières et pour les euro-obligations. Mais refuse le projet franco-allemand de gouvernance économique.

MARC FASSONE

La taxe sur les transactions financières? Un serpent de mer qui refait surface: la Commission a adopté un texte visant à l'imposer au sein de l'UE. José Manuel Barroso estime qu'elle pourrait rapporter 55 milliards d'euros par an. Une contrepartie aux 4.600 milliards d'aides diverses apportées au secteur financier depuis 2007. «Un juste retour.» Dans l'état actuel du projet,

on parle d'un taux de 0,1% pour les échanges d'actions et de 0,01% pour les échanges d'obligations et d'autres produits financiers au sein de l'Union. Si Français et Allemands sont pour, les Anglais rejettent cette taxe peu favorable à la City.

Autre gros dossier, les euro-obligations. «Une fois que la zone euro sera complètement équipée des outils nécessaires à l'intégration et à la discipline, l'émission de dette commune apparaîtra comme une étape naturelle et avantageuse pour tous.»

## SYMBOLIQUE

Pour lui, ces obligations devraient être conçues de manière qu'elles soient gratifiantes pour ceux qui remplissent leurs objectifs budgétaires et dissuasives pour les autres. Mais si, dans l'esprit du président de la Commission, ces émissions de dettes souverai-

nes communes seront rendues possibles par une intégration économique plus poussée de la zone euro, il n'entend pas pour autant donner cautionner la proposition franco-allemande de former un conseil spécial de la zone euro pour les questions économiques. Conseil qui préfigurerait d'un gouvernement économique de l'Union.

Pour lui, l'indépendance de son institution la rend seule à même d'assurer ce rôle. Priorité à la prise de présidence de l'Eurogroupe finances par un membre de la Commission. On voit mal la France et l'Allemagne adhérer au projet de José Manuel Barroso sans tenter d'avancer aussi sur le dossier de la gouvernance économique dans le sens d'une intergouvernementalité accrue. De là à penser que le président de la Commission ne voit dans la taxe Tobin qu'un levier de négociation, il n'y a qu'un pas.

## Cours, Forrest...

Lancement du Running Nation Club au Luxembourg

Rassembler les gens du monde des affaires autour de la course à pied: voilà l'idée.

MARC FASSONE

On doit déjà à la société initiatrice du projet, Running Nation, l'organisation du Finance Run – dont la prochaine édition aura lieu le 12 mai 2012.

On est ici dans la continuité naturelle de ce projet alliant course à pied et networking précisent les trois fondateurs – «trois entrepreneurs sportifs» – de la société, Jean-Philippe Wagnon, Michaël Lucas et Bernard Joseph. Le club est ouvert aux décideurs économiques et sociaux passionnés de course à pied, «quel que soit le niveau, débutant, joggeur régulier ou marathonien».

Les prestations offertes tournent autour du networking et du coaching.

## COURSE DE CARACTÈRE

Au programme, dix rencontres d'entraînement par an où les participants sont encadrés par un coach et reçoivent un plan d'entraînement personnel.

Sont également au programme trois conférences par an ainsi que deux voyages vers une course de caractère – le marathon du Médoc par exemple – alliant culture et sport.

Running Nation propose également des prestations en entreprise afin d'améliorer les performances durables des entreprises par le bien-être et la course à pied.

Le club permet de donner aux décideurs un avant-goût des prestations proposées.